

Discours de Heinrich von Brentano sur le statut de la Sarre (27 février 1955)

Légende: Le 27 février 1955, Heinrich von Brentano, président du groupe parlementaire du Parti chrétien-démocrate (CDU) et futur ministre allemand des Affaires étrangères, évoque la conférence de Paris sur l'Allemagne et le futur statut de la Sarre.

Source: BRENTANO, Heinrich von. Deutschland, Europa und die Welt, Reden zur deutschen Aussenpolitik. PROF.DR. BÖHM, Franz (Hrsg.). Bonn-Wien-Zürich: Siegler&Co., 1962. 415 S. p. 121-133.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/discours_de_heinrich_von_brentano_sur_le_statut_de_la_sarre_27_fevrier_1955-fr-9f1ee3af-9f64-4559-b95b-0d3d90027e5b.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Discours de Heinrich von Brentano sur le statut de la Sarre (27 février 1955)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Les discussions de ces dernières semaines ainsi que le débat qui a eu lieu ces jours-ci dans cette Assemblée confirment qu'il convient d'apprécier et d'adopter les traités à la lumière de deux aspects essentiels: tout d'abord, le jugement porté sur la situation politique internationale et ensuite la répercussion que les traités pourraient avoir sur l'Allemagne – je dis bien «l'Allemagne» et non pas «la République fédérale».

Nous avons le sentiment de plus en plus fort que la Seconde guerre mondiale n'a pas pris fin en 1945 et que le cessez-le-feu qui a été instauré il y a dix ans n'a créé qu'un semblant d'état de paix. En 1945, les Alliés n'ont pas réussi à mettre fin à la guerre et à créer, en faisant preuve d'esprit créatif et novateur, les conditions d'une vraie détente et donc d'une paix durable. Ainsi, il n'a pas été possible d'instaurer la paix dans les pays situés sur le bord oriental du continent européen. Ils n'ont pas été libérés, mais conquis et intégrés, par la terreur et l'oppression, dans le territoire dominé par la puissance soviétique. Les efforts impitoyables pour bolchéviser la zone soviétique de l'Allemagne sont précisément pour nous, Allemands, un exemple éloquent prouvant que pour l'Union soviétique, la guerre n'était pas finie après la cessation des combats, mais qu'elle s'est poursuivie, certes avec d'autres moyens, sur le sol européen. Le blocus de Berlin, la guerre de Corée, la crise en Indochine et, récemment, les conflits en Asie montrent avec quelle virtuosité sont explorées et exploitées les possibilités de provoquer des conflits militaires. L'Union soviétique a très bien su, à chaque fois, choisir un moment où le monde occidental était affaibli ou indécis pour passer de la guerre froide à la guerre «chaude», mais aussi pour y mettre fin quand cela lui semblait prudent, compte tenu de la situation politique internationale. Je crois donc qu'il serait erroné de considérer chacun de ces événements de façon isolée et d'y voir un accident historique plus ou moins imputable au hasard.

L'année 1939 a bouleversé le monde entier, et nous ne pouvons pas dire si la catastrophe qui a commencé à ce moment-là a bel et bien pris fin – auquel cas ce que nous ressentons à présent n'en serait plus que les séquelles – ou si ces événements annoncent le début d'une nouvelle catastrophe mondiale qui, compte tenu de l'état actuel de ce qu'on appelle la technique de la guerre, devrait aller au-delà de tout ce que nous avons connu jusqu'ici. Mais si nous nous rendons compte que tous ces événements sont intimement liés entre eux, nous devons en tirer la conséquence qu'il nous faudra faire preuve d'une vigilance extrême et soutenue, nous montrer disponibles et prêts à agir avec détermination.

Certes, une analyse critique de la situation actuelle peut s'avérer nécessaire et importante, mais il n'y a pas de place pour de quelconques prédictions, qu'elles soient optimistes ou pessimistes. Nous nous trouvons confrontés à un phénomène que nous ne pouvons pas encore comprendre, du moins pour l'instant, et que nous ne cernerons certainement pas de plus près en le niant ou en nous adonnant à des considérations de morphologie historique. L'apparition du bolchevisme et son développement magistral ont en effet totalement modifié le monde dans sa structure. Nous l'avons peut-être pressentie avant 1945, mais nous étions encore incapables à ce moment-là de discerner toutes les retombées qui pouvaient en résulter. Car à l'époque, la révolution ouverte ou silencieuse couvait encore en Russie, et l'ordre intérieur n'était pas encore solidement établi. Ce qui était apparent étaient les luttes intestines incessantes, qui trouvaient leur expression dans d'innombrables simulacres de procès. Peut-être est-ce la plus terrible ironie de l'histoire qu'il ait fallu l'arrivée d'un Adolf Hitler pour que celui-ci, par son attaque, vienne souder cette nouvelle puissance et lui permettre de réaliser son expansionnisme révolutionnaire tout autant qu'impérialiste.

Toutefois, cette évolution a également modifié les données qui ont déterminé notre conception de la politique étrangère. Peut-être faut-il chercher ici la raison profonde de la confusion. Les opinions peuvent diverger sur l'existence éventuelle de quelconques signes d'une réelle détente. Bien sûr, certaines attentes liées à des changements de personnes en Union soviétique et à l'impact de ces changements sur la politique intérieure de la Russie ont été déçues. Mais laissons tout d'abord de côté la question de savoir si l'Union soviétique est plus disposée à négocier dans des conditions acceptables. Nous devons nous rendre à l'évidence que la réalité historique que nous vivons actuellement n'a plus rien de commun avec celle d'hier.

Cela signifie que les catégories qui régissaient notre façon de penser ne peuvent plus être valables pour les décisions que nous devons prendre aujourd'hui. Ainsi, par exemple, il y a tout aussi peu de place aujourd'hui pour une politique de réassurance telle qu'elle existait sous Bismarck que pour une politique de la liberté d'option telle qu'elle était menée sous Bülow. Les traités d'alliance et d'entente, sur lesquels étaient fondées la Triple Alliance ou l'Entente, ne sont plus adaptés à la nouvelle réalité. Ce n'est pas seulement le continent européen mais le monde entier qui a pris un nouveau visage. Il n'y a plus de grandes puissances en Europe continentale qui rivalisent entre elles et qui pourraient tenter de se surpasser en concluant des alliances. Les idées qui ont inspiré le Traité de Rapallo ne sont plus valables non plus, puisque les conditions nécessaires font défaut.

Les États du continent européen ont perdu, ou plutôt gâché la position de force qu'ils occupaient autrefois. Une nouvelle et terrible puissance s'est rapprochée, voire emparée de ce continent européen, et l'on pourrait même dire que les vieux États européens n'occupent plus qu'une surface marginale de ce continent déjà petit en soi. Ces divergences qui déclenchaient jadis leurs querelles, nous ne pouvons plus les comprendre, et nous ne pouvons plus nous payer le luxe de continuer à les cultiver, comme si rien ne s'était passé autour de nous et avec nous. L'exigence d'une union étroite des peuples européens ne s'inspire donc nullement de vagues idées romantiques. Il ne s'agit pas de faire resurgir l'époque de Charlemagne et de rêver à la renaissance de son empire. Mais il serait tout aussi irréaliste et dangereux de croire que nous puissions renouer aujourd'hui avec des idées ayant façonné de manière déterminante la politique européenne avant 1914 et peut-être également celle de l'entre-deux-guerres. À l'extrémité orientale du continent européen, il n'y a plus la Russie tsariste, vaste territoire certes, mais faible, mais la Russie bolchéviste, qui a annexé de grandes parties du monde ou qui les a soumises à sa domination. Nous n'avons pas besoin de nous tourner vers l'Asie; il suffit de constater que les États limitrophes de l'Europe de l'Est, de la Mer Baltique jusqu'à la Mer Noire, ont été intégrés dans ce nouvel empire mondial.

L'attitude politique de ce vaste bloc est déterminée par une dynamique révolutionnaire, nourrie à la fois par une ferveur pseudo-religieuse et un fanatisme nationaliste. La menace à l'extérieur et la violence à l'intérieur constituent les éléments déterminants de cette politique.

L'Allemagne se trouve au cœur de ces tensions, et cela est imputable à la politique complètement insensée du Troisième Reich. Mais la division de l'Allemagne est révélatrice de la tragédie qui frappe le continent européen tout entier; aussi tous les peuples de l'Europe ont-ils le devoir d'y mettre fin.

Nous ne pouvons faire face à cette situation nouvelle qu'avec des idées nouvelles et des moyens différents. C'est dans notre volonté, dont nous ne sommes certainement pas libérés, dont aucun de nous n'est libéré, à tout faire entrer dans le schéma traditionnel et à raisonner en termes de catégories de valeurs d'une époque révolue qu'il faut chercher, me semble-t-il, la racine même de l'erreur et aussi la cause la plus profonde de l'évolution pernicieuse de ces dernières années, peut-être aussi la cause fondamentale de bien des malentendus au sein du peuple allemand. Autrefois, chaque grande puissance était soucieuse, voire fière de mener sa propre politique. Elle avait confiance dans sa propre force et elle s'efforçait d'assurer sa propre indépendance. Des alliances étaient conclues pour faire face à d'autres ententes politiques, mais jamais dans l'intérêt d'un véritable objectif commun.

Il n'y a plus de place pour de telles considérations. D'énormes concentrations de pouvoir se sont créées, à côté desquelles les petites nations – ce que nous sommes devenus – peuvent peut-être encore subsister seules, à condition et tant que leur situation géographique et leur potentiel économique les font apparaître comme inattaquables ou inintéressantes. C'est d'ailleurs ici que je vois la différence fondamentale dans les jugements portés sur les traités. L'opposition nous dit que l'intérêt le plus caractéristique de l'Allemagne exige que nous tentions de nous dégager de ce champ de tension et de constituer, à l'intérieur d'un ordre international particulier, une sorte de catalyseur; l'Allemagne peut et doit assumer la tâche de séparer les deux blocs de puissance; elle doit être suffisamment forte pour ne pas devenir la victime d'une attaque non provoquée, mais pas au point de devenir une menace pour qui que ce soit.

C'est là indéniablement une belle thèse, mais en réalité, ce n'est qu'un rêve. Je ne voudrais pas entrer dans une querelle de mots ni tenter sans cesse de différencier les notions de neutralité, neutralisation et

«*Bündnisfreiheit*» – qui est le terme allemand employé pour «neutralisation», signifiant littéralement «liberté d’alliance». Je crois que nous sommes d’accord pour dire qu’il est absolument impossible d’imaginer l’existence réelle d’une neutralité volontaire, une neutralité qui reposerait donc sur la décision souveraine de l’Allemagne en tant que pays exempt de toute entrave à sa liberté de décision. La Suisse et la Suède, par exemple, peuvent être considérées comme des pays affichant une telle neutralité. Ces deux pays, qui sont en outre favorisés par leur situation géographique, font partie des mieux armés en Europe. Ils décident librement et souverainement de l’ampleur et des limites de leur armement. Ils sont libres de participer ou non à de quelconques systèmes d’alliances. Seul compte pour eux leur propre intérêt.

Une telle solution ne pourrait pas être envisagée non plus pour l’Allemagne réunifiée. La situation géographique de l’Allemagne exigerait des efforts d’armement extrêmes. Indépendamment du fait que le peuple allemand serait dans l’impossibilité de supporter cette charge économique et financière, un tel potentiel de puissance créerait un réel danger de guerre à la frontière entre les sphères d’intérêt orientale et occidentale. Chacune des deux parties tenterait forcément d’incorporer ce potentiel dans sa sphère d’influence, étant donné que l’appartenance de l’Allemagne à l’autre côté déplacerait de façon décisive la répartition des forces.

Mais il me semble peu utile d’en parler, étant donné qu’en tant qu’Allemands, nous ne souhaitons pas une telle solution, qui nous imposerait un poids insupportable. Et, d’ailleurs, le monde ne tolérerait certainement pas non plus cette solution. Dans cette Assemblée également, un porte-parole de l’opposition a dit un jour que pour un peuple se trouvant dans la situation de l’Allemagne, la neutralité armée était un non-sens.

On parle maintenant de la liberté d’alliance d’une Allemagne réunifiée. Or, dans ces conditions – je pense que nous sommes d’accord là-dessus – la souveraineté allemande serait grevée d’une hypothèque permanente. Car cette Allemagne ne se verrait pas offrir la liberté de conclure des alliances, mais se verrait imposer l’obligation de se tenir à l’écart de tout pacte. L’idée peut sembler attrayante; on pourrait imaginer qu’ainsi le peuple allemand serait écarté du champ de tension de la politique mondiale; les événements politiques défileraient à côté de lui, et il pourrait, en toute tranquillité, s’acquitter de ses propres tâches et apporter sa contribution à une coexistence pacifique des États qui l’entourent.

Mais je pose la question suivante: qui peut croire sérieusement que l’on puisse aboutir à une telle situation? Selon l’interprétation qui nous a été donnée, je cite, cette Allemagne neutralisée «devrait être suffisamment forte pour ne pas tenter un voisin, mais pas à un point tel qu’au cas où elle devrait se rallier à l’une ou l’autre des parties, celle-ci puisse obtenir la suprématie sur l’autre».

Qui, alors, devrait décider si les propres forces de l’Allemagne neutralisée sont suffisamment ou trop puissantes? Cette décision ne pourrait appartenir logiquement qu’aux grandes puissances intéressées ou à une organisation contrôlée par elles. Cette Allemagne serait alors contrôlée en permanence. Elle deviendrait le jouet des acteurs aux intérêts divergents. Elle serait dangereuse par sa faiblesse, puisqu’elle attirerait ainsi la force des autres, et chacun de ses voisins ressentirait l’envie, justifiée par son propre besoin de sécurité, d’attirer à lui le potentiel économique et humain de cette Allemagne devenue impuissante. Mais elle serait dangereuse aussi par sa puissance limitée. Car chacun de ses voisins surveillerait toute réaction du peuple allemand avec une méfiance extrême et interviendrait à tout moment sous le prétexte, justifié ou supposé, de se voir menacé. Selon l’intérêt du moment, l’un souhaiterait et encouragerait le renforcement de l’Allemagne, tandis que l’autre exigerait qu’elle devienne plus faible encore. Il n’y aurait plus de place pour une politique allemande autonome. L’existence d’une Allemagne condamnée à la neutralité ne diminuerait donc pas la tension dans le monde; bien au contraire, elle l’augmenterait de façon insupportable.

Permettez-moi de faire une brève remarque à propos des déclarations que mon collègue, M. Schmid, a faites hier. À propos des traités, il a critiqué certains engagements, certaines restrictions de la souveraineté en leur reprochant un manque de réciprocité. Or, pouvons-nous imaginer qu’une Allemagne neutralisée exige et obtienne la réciprocité, et que d’autres se soumettent à la même obligation? Ne verriez-vous pas alors aussi

dans une telle restriction unilatérale et décisive de la liberté d'action de l'Allemagne un fardeau qui dépasserait de loin ce que vous avez critiqué hier?

Mais quel serait le sort de l'Allemagne elle-même? Sous la contrainte de la neutralité, l'Allemagne serait obligée de revenir à l'autarcie. Le développement de relations commerciales avec une partie serait observé avec méfiance par l'autre partie. Il est certain que plus personne ne serait intéressé par le renforcement de l'économie allemande, et personne ne prendrait le risque d'investir sa confiance ou son capital dans ce *no man's land* politique. Mesdames et Messieurs, dans la situation actuelle de l'Allemagne, un tel isolement de notre pays signifierait un bouleversement de notre sécurité économique et donc aussi sociale dont personne, je crois, ne voudrait endosser la responsabilité.

Je voudrais mentionner un autre élément qui a été ajouté à la définition de ce qu'on a appelé la neutralisation. Nous sommes tous d'accord pour dire que le peuple allemand veut et doit faire partie du cercle des peuples libres du monde. C'est pourquoi il a été souligné expressément – et là aussi je cite textuellement – «que personne n'imagine un seul instant que l'Allemagne va se détacher de l'amitié et de la solidarité des peuples libres». Or, en quoi consiste l'amitié, comment s'exprime la solidarité? Je ne pense pas que ce soit dans des déclarations, mais dans l'attitude et la décision politiques, c'est-à-dire dans l'action, et cette action nous serait refusée. Selon cette conception idéale, nous aurions certes le droit d'exprimer cette amitié et cette solidarité en paroles, mais pas davantage.

Je ne veux pas me prononcer sur la question de savoir si nous serions effectivement à même d'instituer une telle neutralité. Certainement pas maintenant; car toute décision anticipée dans ce sens, même si elle se limitait à déclarer que nous serions disposés à l'accepter, limiterait ou entraverait la liberté d'agir d'un gouvernement pour l'ensemble de l'Allemagne.

Mais il me paraît nécessaire de dire clairement qu'une telle solution serait néfaste et insupportable pour tout le monde, pour l'Est, pour l'Ouest et surtout pour l'Allemagne elle-même. Nous ne nous contentons pas de la déclaration platonique de notre attachement indissoluble, de notre amitié et de notre solidarité à l'égard des peuples libres. Si nous offrons et acceptons l'amitié et la solidarité, nous voulons aussi qu'elles fassent leurs preuves. Nos amis doivent nous aider lorsque nous sommes en danger, et la solidarité doit s'exprimer lorsque nous sommes dans le besoin. Et si nous exigeons cela des autres, ne seront-ils pas aussi en droit de l'exiger de nous?

C'est pour cela, je crois, que nous, les Allemands, devons adopter une position univoque et claire. Nous savons tous où est notre place et avec qui nous nous sentons unis: avec les peuples pour qui les mots liberté, démocratie, État de droit et dignité humaine ont le même sens que pour nous, et je crois que nous devrions reconnaître aussi que l'opposition de la Russie aux traités, à l'intégration de l'Allemagne dans l'Union de l'Europe occidentale et la Communauté atlantique ne s'adresse pas à la décision allemande, mais aux traités en tant que tels. C'est l'expression de convictions communes et de la détermination à faire front commun qui est visée par cette opposition. Le monde libre est inattaquable et invincible s'il s'unit. C'est cette union qu'il s'agit d'empêcher, et les États-Unis, qui sont «étrangers à cet espace» – ce terme, «*raumfremd*», notre passé le fait encore résonner à nos oreilles –, doivent être refoulés hors du territoire européen, tout en sachant qu'alors cette Europe serait impuissante et sans défense. On ne répétera jamais assez que le terme de réarmement est en réalité un cliché. Nous ne voulons pas réarmer l'Allemagne pour augmenter son potentiel de puissance et pour abuser d'une armée allemande dans des conflits politiques.

L'importance des traités ne réside pas dans le droit ou le devoir de créer quelques divisions allemandes; elle réside dans l'intégration de la République fédérale dans l'Union de l'Europe occidentale en tant qu'association volontaire des États du continent européen et de l'Angleterre, et dans l'admission de la République fédérale dans la Communauté atlantique. Bien évidemment, cette adhésion à une communauté solidaire se traduira forcément par le soutien de ses objectifs, à savoir le maintien et la consolidation de la paix et de la liberté de ses États membres. Un refus des traités signifie donc en fin de compte le refus d'une véritable coopération européenne et de la participation à la Communauté atlantique des peuples libres, et

c'est aussi un refus à ceux qui veulent nous apporter leur amitié et leur appui. Je suis fermement convaincu que ce refus aurait pour conséquence ultime et inéluctable un rejet de la réunification.

C'est pourquoi je pense aussi que l'alternative arbitraire et primitive entre le réarmement ou la réunification est erronée. Je ne vous cacherais pas qu'il me semble extrêmement dangereux de forger une telle antithèse et d'organiser des référendums sur la base d'une telle allégation. Je tiens à rappeler les déclarations que le vice-président actuel de la Cour constitutionnelle fédérale, notre collègue social-démocrate M. Katz, a faites devant le Conseil parlementaire pour dire ce qu'il faut penser de référendums organisés sous de tels auspices. M. Katz s'est opposé à ma demande de soumettre la loi fondamentale au référendum en disant, je cite, «que par là on donnait aux milieux contestataires de la population la possibilité de se cristalliser». La lettre insistante, mais également convaincante, que notre collègue M. Ollenhauer a adressée à M. Heinemann en février 1952, c'est-à-dire il y a exactement trois ans, prouve que M. Katz n'était pas le seul à défendre ce point de vue. Il avait refusé à l'époque de participer à une demande de référendum et à une collecte de signatures en déclarant qu'elles ne généreraient guère plus que des manifestations, et était convaincu que de telles mesures – tenez-vous bien ! – ne permettraient pas de se différencier du parti communiste. La communauté solidaire animée deviendrait forcément – je cite – la victime de l'emprise étrangère si elle insistait sur ses actions. Je constate, Monsieur Ollenhauer, que ces paroles vraiment prophétiques ont trouvé une accréditation étonnante face aux récentes tentatives d'organiser des référendums.

Ce référendum extrêmement étrange a été mis en place dans différents endroits. Mais je dois dire que les organisateurs se sont bien facilité la tâche, qu'ils ont été sans scrupules dans la propagande, et que leurs alliés qui se sont empressés d'offrir leur aide ont été bien embarrassants. Ils se sont vraiment facilité la tâche. Les listes des signataires de Dortmund ne contiennent qu'une seule phrase de ce qu'on a appelé le Manifeste allemand, et c'est la phrase la plus anodine qui a été choisie. La voici :

«Nous faisons appel au Bundestag et au gouvernement fédéral afin qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour que les quatre puissances d'occupation tiennent compte de la volonté d'union de notre peuple.»

Voilà ce qu'on a fait signer aux gens, et l'on annonce fièrement que des milliers de personnes ont ainsi manifesté leur ferme volonté de suivre les mots d'ordre de l'opposition et de rejeter la politique du gouvernement fédéral.

Je dirai simplement, Mesdames et Messieurs, – et je vous prie de ne pas m'en vouloir de cette critique sévère – que je considère cette manœuvre comme une escroquerie manifeste. Tout homme de raison en Allemagne est prêt à souscrire à cette phrase. Et, Mesdames et Messieurs, si vous le souhaitez, vous pouvez encore recueillir aujourd'hui, dans cette Assemblée, ma signature et celle de mes amis politiques. Je ne vous parle même pas de la méthode employée pour récolter des signatures. Vous connaissez l'histoire des deux journalistes qui ont fourni, avec leurs épouses non présentes, 14 signatures en l'espace de deux heures.

Mesdames et Messieurs, j'ai bien l'impression que l'on peut avoir certains doutes sur vous aussi. Permettez-moi de vous lire un extrait du procès-verbal du dépouillement des signatures recueillies en faveur du Manifeste allemand, qui a eu lieu le 21 février 1955 dans la maison d'édition du parti social-démocrate, à Hof, Marienstraße 75. On y a compté 19 918 signatures. Il y est écrit, je cite, que :

«pour couper court à toutes les objections malveillantes, les personnes ayant participé au dépouillement ont convenu de rayer 400 signatures représentant soit des doubles signatures, soit des signatures de falsificateurs soudoyés ou de jeunes n'ayant pas encore atteint l'âge de voter.»

Mesdames et Messieurs, je vous cite encore d'autres passages du procès-verbal :

»On avait initialement l'intention d'autoriser la presse et les personnalités intéressées à participer au dépouillement. Mais on y a renoncé, étant donné que les opposants au Manifeste n'ont pas hésité à proférer des menaces inadmissibles, et qu'il ne fallait pas donner à des sceptiques rétribués et désignés l'occasion d'abuser de la confiance de ceux qui apposaient leur signature et de leur causer un préjudice.»

Mesdames et Messieurs, ne comprenez-vous donc pas qu'une telle évolution nous préoccupe sérieusement?

Mon ami Strauß a évoqué ce tract de M. Hof dans son discours. Mesdames et Messieurs, estimez-vous vraiment qu'il est anodin et compatible avec une politique ouverte et honnête de donner sur ce point la parole à M. Salvador de Madariaga, ce même auteur dont vous mentionnez l'article paru dans le «Neue Zürcher Zeitung», et que vous avez eu soin de citer dans le cadre d'un manifeste pour la paix que nous avons tous signé, mais que vous avez omis de citer pour sa très dure critique de votre politique. Et pensez-vous vraiment, Mesdames et Messieurs, qu'il soit supportable que dans un tel tract – et je vous prie de m'excuser de le citer ici – soient publiées côte à côte ces trois photos: «Avant-hier l'empereur Wilhelm, hier Adolf Hitler, aujourd'hui Konrad Adenauer»? Alors, Mesdames et Messieurs, lorsque nous qualifions une telle propagande, dont je ne vous rends pas individuellement responsables – cela ne me viendrait pas à l'idée – d'ignominie sans pareille, vous vous sentez offensés.

Le «Neues Vorwärts» du 4 février a publié une caricature portant la légende «Avant qu'elle ne crée de nouvelles difficultés», sur laquelle on voit quatre personnages en uniforme, dont le chancelier fédéral, qui portent en terre le cercueil de l'unité allemande, et les trois Alliés occidentaux, en deuil, qui suivent le convoi funèbre. Mesdames et Messieurs, croyez-vous que cela soit concevable dans le cadre de débats objectifs sur les questions vitales du peuple allemand? – Puisque vous parlez d'affiches électorales, je vous dirai que dans ma circonscription, le parti social-démocrate a posé une affiche – je peux vous en transmettre une photocopie – représentant une croix avec un casque en acier, avec la légende «1914 - 1918», une deuxième croix avec un casque en acier, avec pour légende «1939 - 1945», puis la caricature ricanante d'un homme politique qui montre du doigt une nouvelle tombe et qui dit: «Au suivant! Nous ne voulons pas de cela. C'est pourquoi vous devez voter pour le SPD!» Mesdames et Messieurs, voulez-vous insinuer que nous, nous voulons cela?

J'ai déjà dit qu'il fallait se demander avec inquiétude si le soutien apporté à de telles actions n'était pas la meilleure preuve de leur caractère douteux. Avez-vous lu, par exemple, ce qui a été dit dans une réunion regroupant les hommes de confiance du SED à Berlin-Ouest dans le quartier de Friedrichshain, comment a été commenté le succès éclatant des adversaires d'Adenauer et ce qu'il signifie pour M. Waldemar Schmidt que je cite textuellement?

«Notre heure est venue. Dans toutes les associations qui sont opposées à Adenauer et qui se révoltent maintenant siègent quelques-uns de nos fidèles. Si parmi 500 manifestants un seul porte la bonne pancarte, cela vaut plus qu'une réunion de Reimann. Ce qu'il nous faut, ce sont des grèves, des protestations, des marches et des référendums.»

C'est précisément à cause de ces querelles que j'insiste encore une fois auprès de l'opposition pour qu'elle revise son attitude sur cette question. Je voudrais vous rappeler encore une fois avec insistance et gravité, Mesdames et Messieurs, la responsabilité commune qui nous unit, que nous appartenions à la majorité ou à la minorité. Je sais qu'il n'est pas aisé de parler avec vous de ce lien commun. Mais permettez-moi d'énoncer cette seule phrase: ce que j'entends par opposition, ce sont les représentants d'une opinion contraire constructive, objective et non pas l'esprit destructeur de l'obstruction qui se cache sous le manteau du parlementarisme démocratique. Mesdames et Messieurs, je viens d'entendre l'interjection: «Scandaleux». Permettez-moi de vous dire que je viens de reprendre les termes cités par votre ministre-président, M. Zinn, dans sa déclaration gouvernementale de janvier dernier. C'est pourquoi je pensais que vous seriez d'accord

avec cette définition des devoirs de l'opposition.

J'espère et je souhaite que pour nous tous ici au Bundestag et pour tous les autres à l'extérieur, quelle que soit la zone dans laquelle ils peuvent ou doivent vivre, la question de la réunification de notre patrie déchirée revêt la même importance. Nous sommes tous torturés par l'idée lancinante de savoir qu'aujourd'hui encore, ces 18 millions d'Allemands vivant là-bas, dans la zone d'occupation soviétique, sont séparés de nous et qu'ils ne peuvent pas unir leurs forces aux nôtres pour construire une nouvelle Allemagne libérale. Je voudrais que nous puissions discuter sérieusement et passionnément afin de trouver la juste voie pour atteindre le but commun qui a également été exprimé ce matin dans notre résolution commune. Mais je crois que nous n'avons pas le droit de nous accuser mutuellement de manquer de volonté dans la poursuite de cet objectif.

Cela détermine aussi la politique que nous poursuivons. Nous avons compris qu'il n'est pas possible d'imaginer une solution isolée au problème de l'Allemagne. Je crois que nous sommes d'accord là-dessus. Nous savons aussi – notre collègue M. Wehner l'a souligné lui-même – qu'il ne s'agit pas de trancher entre l'unification de l'Allemagne ou la coopération européenne, mais de vouloir la coopération européenne tout en reconnaissant la nécessité de l'unification allemande, qui reste notre objectif à atteindre. Mais nous savons également que cet objectif ne peut être réalisé que si nous avons des partenaires, des amis et des alliés qui nous soutiennent dans ce dur combat pour le droit d'existence de notre peuple allemand. Et nous avons sous les yeux des faits indéniables! Le monde occidental est prêt à nous soutenir dans nos efforts. À l'intérieur de l'espace dont il avait le droit de disposer, il nous a donné la possibilité de réaliser, dans cette partie du territoire morcelé, cette unité et cette liberté. La Russie n'a pas libéré sa zone. Elle n'a pas accordé aux Allemands qui se trouvent sur le territoire qu'elle domine le droit de décider librement de leur sort.

Dans les traités sur lesquels nous sommes désormais appelés à voter, les États occidentaux se sont engagés solennellement à coopérer avec nous pour atteindre avec des moyens pacifiques le but commun de la réunification de l'Allemagne. Dans la déclaration de Londres des trois puissances, à laquelle se sont également ralliés les autres États, ils se sont engagés à faire de la création, par des moyens pacifiques, d'une Allemagne entièrement libre et unifiée le but fondamental de leur propre politique. Lors de la Conférence de Berlin, ils se sont présentés comme les porte-parole convaincus de cette préoccupation allemande. Je sais que d'aucuns parmi nous diront que la Conférence de Berlin n'a pas exploité toutes les possibilités. Pour ma part, j'estime que ce reproche n'est pas fondé. Et même s'il l'était, où peut-on voir un engagement et des efforts équivalents en Union soviétique?

M. Gerstenmaier, président: Monsieur le Député, permettez-vous qu'une question soit posée?

Heinrich von Brentano (CDU/CSU) : Oui!

M. Lütgens (SPD): Monsieur le Député, que gardez-vous de réflexions comme celles-ci: en Allemagne, on se considère malheureusement trop souvent obligé de voir tout ce qui a trait à l'Est sous l'angle du manichéisme. La tentative désastreuse des Américains de mener une campagne anti-communiste n'a fait qu'accentuer le désarroi des gens. Il est de notre devoir d'éliminer également vis-à-vis de la Russie la raison profonde de notre hostilité, à savoir la méfiance. Il n'est peut-être pas possible de jeter un pont entre nous et le régime soviétique, mais nous ne pouvons pas non plus le combattre et nous ne devrions pas non plus devenir des satellites des États occidentaux!?

Heinrich von Brentano (CDU/CSU): Cher collègue, cette déclaration date de 1947 et, en l'espace de sept ou huit ans, les choses ont évolué, et il serait peut-être bon d'en tirer des leçons plutôt que de rester figé dans ses réflexions.

M. Gerstenmaier, président: Une question complémentaire, Monsieur le Député.

M. Lütgens (SPD) : Vous insinuez donc par là, Monsieur von Brentano, que ces déclarations ne viennent pas de moi, mais de vous?

Heinrich von Brentano (CDU/CSU): Oui, oui!

M. Lütgens(SPD): Dans la mesure où elles sont de vous, nous pouvons donc espérer que vous ferez encore d'autres progrès.

Heinrich von Brentano (CDU/CSU): Mesdames et Messieurs, cela n'était peut-être pas une question, mais si cela intéresse mon collègue M. Lütgens, je dirai que je suis tout à fait décidé à ne pas rester figé dans mes réflexions, mais à évoluer. Rassurez-vous, je ne compte pas revenir en arrière!

Mesdames et Messieurs, permettez-moi de continuer. Pouvons-nous et avons-nous le droit, par la décision politique que nous prendrons aujourd'hui, de dire non à ceux qui se sont unis à nous, de leur propre gré et avec une crédibilité convaincante, dans la poursuite de ces objectifs de la politique allemande? Pouvons-nous et avons-nous le droit de mettre en jeu ce soutien, dont nous avons besoin, pour l'échanger contre la bienveillance du Kremlin dont le discernement est en soi hautement problématique?

Mon ami Kiesinger a cité il y a quelques jours les discours de M. Molotov. Mesdames et Messieurs, parviendrai-je à vous convaincre davantage en vous lisant, par exemple, ce que le ministre américain des Affaires étrangères, Foster Dulles, a dit en novembre 1954:

«Les puissances occidentales continueront à s'engager sans relâche en faveur de la réunification de l'Allemagne»;

en citant les propos du Premier ministre britannique, Sir Winston Churchill, devant la Chambre de Communes, le 10 février:

«La politique menée par le gouvernement vise à organiser une conférence des quatre puissances à un moment où une telle rencontre a de réelles chances d'aboutir.»

Les propos du ministre des Affaires étrangères, M. Eden, le 21 janvier, ne sont-ils pas encore plus éloquents? Je les cite:

«Où se situe le problème européen? Le problème européen, c'est le problème de l'Allemagne et de l'Autriche. La question allemande est cruciale pour l'Europe. Nous avons toujours été d'avis que l'Allemagne devait être réunifiée. Mais l'Allemagne ne peut être réunifiée qu'à travers l'union de l'Occident, et les pourparlers avec la Russie ne seront utiles que si l'unité occidentale est garantie. Comme je l'ai déjà dit, nous aurons créé le fondement nécessaire qui nous permettra de rechercher une entente avec l'Est lorsque nous aurons atteint la stabilité et fixé un objectif commun.»

Mesdames et Messieurs, devrions-nous réfuter de telles déclarations, uniquement parce que les communications du 15 janvier sonnent un peu mieux à nos oreilles que les affirmations précédentes? Non, je crois que nous ne devrions pas davantage tenir compte de la menace proférée par la Russie soviétique selon laquelle il n'y aura plus de négociations après la ratification. L'histoire mondiale continuera à évoluer. Les puissances se réuniront à nouveau, elles y seront bien obligées pour éliminer les foyers de troubles, peu importe sous quelle forme: conférence à quatre, conférence élargie ou conférence sur le désarmement. La Russie continuera aussi à entrer en contact avec les puissances réunies au sein de la Communauté atlantique, car j'espère et je crois qu'en fin de compte, pour le bien de son propre peuple, elle n'est pas moins intéressée à la détente que les autres peuples du monde. Devrions-nous réellement attacher une si grande importance à de telles menaces et faire dépendre ainsi nos propres décisions politiques, tant en ce qui concerne leur

application que leur valeur, de ceux qui ne nous ont pas encore apporté la moindre preuve de compréhension?

Nous devons regarder ce grave danger en face. Si, par suite d'une mauvaise décision, nous nous enfonçons dans l'isolement, nous allons forcément provoquer le destin. Car il est évident, Mesdames et Messieurs, que dans ce cas le monde entier et donc aussi le monde libre se désintéresserait de nous et abandonnerait le caractère commun de nos objectifs politiques, pour s'unir au-delà de nous et contre nous, au détriment du peuple allemand, en acceptant ce statu quo insupportable.

Voilà les raisons, Mesdames et Messieurs, qui nous incitent, mes amis politiques et moi-même, à dire oui aux traités; nous disons oui, je le répète, non pas au réarmement de l'Allemagne comme une fin en soi, mais à la coopération au sein de l'Union de l'Europe occidentale et de la Communauté atlantique, en tant que partenaire égal, pour gagner à notre cause, grâce à notre solidarité que nous revendiquons, la solidarité de nos partenaires dans ces organisations. Par conséquent, nous devons absolument nous montrer prêts à participer au maintien de la liberté commune et donc aussi de la liberté allemande. Car il serait utopique de croire que d'autres le feraient pour nous, sans nous.

Nous devons nous demander ce que nous pouvons faire, mais aussi ce que nous devons faire pour maintenir la paix et la liberté. Et l'Union soviétique devrait savoir que notre profession de foi en faveur de la paix est très sérieuse. Elle devrait reconnaître en outre qu'une Allemagne isolée serait un danger permanent pour le monde entier, mais tout particulièrement pour ses voisins, et elle devrait savoir qu'une Allemagne qui fait partie d'un monde libre organisé est la mieux à même de contribuer à la paix. En effet, le danger potentiel que l'on prétend craindre à propos de l'Allemagne deviendra plus faible à mesure qu'elle s'ancrera et s'engagera plus fortement dans de grandes organisations internationales.

L'adhésion de l'Allemagne constitue également une véritable condition pour les négociations. Cette Allemagne sera toujours prête à participer à des négociations sur le désarmement et à mettre en oeuvre des décisions communes, et c'est précisément cette Allemagne-là qui sera toujours d'accord pour donner de véritables garanties de sécurité à ses voisins de l'est, à côté desquels et avec lesquels elle voudrait vivre pacifiquement, mais librement. Il n'existe aucune obligation de garantie à laquelle l'Allemagne s'opposerait dans de telles négociations ou qu'elle considérerait comme discriminatoire, à condition qu'elle réponde au besoin de sécurité de ses voisins de l'est, mais aussi qu'elle ne mette pas en danger la liberté du peuple allemand.

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots sur le statut de la Sarre. Mes amis approuveront également cet accord. Je n'ai pas besoin de répéter les raisons exposées par mon ami Lenz. Nous sommes persuadés que nous pourrions créer les principales conditions d'une évolution pacifique en transformant les relations franco-allemandes en une coopération et une amitié fondées sur la franchise et la confiance.

Cela suppose, à notre avis, qu'il faut tout d'abord changer fondamentalement les conditions telles qu'elles ont évolué jusqu'ici en Sarre. L'accord sur la Sarre permet de le faire. Il rendra aux Allemands qui vivent en Sarre les droits à la liberté qui leur étaient refusés jusqu'ici. Il dépouille la Sarre du caractère d'État qu'elle commençait à revêtir. Nous sommes confiants qu'un commissaire responsable devant l'Union de l'Europe occidentale remplira son devoir dans l'esprit du droit et de la liberté, mais aussi de l'équilibre et de la réconciliation. Nous faisons confiance aux garanties juridiques qui sont contenues dans les accords. Le statut de la Sarre ne peut ni ne doit avoir d'autre but que de créer un ordre provisoire; et si la coopération entre les peuples libres, telle que la prévoient les traités, fait ses preuves – ce dont je ne doute pas – le traité de paix, à son tour, ne sera plus conclu entre des vainqueurs et des vaincus, mais entre des peuples qui croient non pas au pouvoir et à la violence, mais à la justice et à la liberté. L'accord sur la Sarre ouvre la voie à une telle évolution. Il ne satisfait pas tous nos espoirs ni toutes nos attentes, mais il ne fait pas non plus obstacle à leur réalisation future.

Mesdames et Messieurs, hier, un porte-parole de l'opposition a demandé ce qui nous obligeait à procéder à cette ratification. Je voudrais répondre ceci: ce qui nous y oblige, c'est notre préoccupation profonde et grave pour notre patrie allemande, à laquelle nous dédions notre travail. C'est également le sentiment de la

lourde responsabilité que nous portons pour tous les Allemands. C'est enfin notre conscience, qui doit guider notre action.

Et puis, Mesdames et Messieurs, permettez-moi de dire pour conclure que vous ne devez pas douter de la sincérité de ce sentiment. Vous devriez sentir et reconnaître cette sincérité. Je ne cesse d'espérer que le jour viendra où nous pourrons unir nos efforts communs pour atteindre le but sur lequel nous sommes tous d'accord, au nom de la liberté du peuple allemand.